



### Infections, épidémies et pandémies

Dans le numéro de mars 2004, Bloom, Canning et Jamison affirment de manière convaincante qu'il est nécessaire d'investir davantage dans la santé pour atteindre les objectifs de développement. Ils soulignent les retombées économiques dévastatrices du VIH en Afrique subsaharienne et ses retombées potentielles en Asie. La lutte contre le VIH et d'autres maladies telles que la tuberculose et le paludisme est rendue de plus en plus difficile par une nouvelle résistance aux thérapies. Cependant, les auteurs ne reconnaissent pas pleinement dans quelle mesure les maladies freinent le développement.

L'histoire de l'humanité est ponctuée de rencontres désastreuses avec des micro-organismes. À compter du Moyen Âge, l'Europe a été ravagée par des épidémies de peste bubonique, de variole, de syphilis, de choléra et de tuberculose. Toutes ces épidémies ont eu des retombées dévastatrices et elles ont souvent entraîné des changements de société. Toute politique de santé et de développement à l'échelle mondiale doit non seulement tenir compte des épidémies de maladies émergentes et réémergentes, mais aussi prévoir l'imprévu.

La technologie est porteuse d'espoir, mais seulement si elle s'accompagne de ressources et de volonté politique. Lorsque des maladies apparaissent ou réapparaissent, des réactions bien ciblées peuvent être très efficaces. L'investissement dans la surveillance et le contrôle des maladies est bien plus rentable qu'une stratégie attentiste. Dans les années 80 au Royaume-Uni, la classe politique s'est mobilisée énergiquement face au sida pour mettre en garde la population contre les risques. Le comportement sexuel s'est donc amélioré, les taux des maladies sexuellement transmissibles se sont effondrés et la propagation du VIH a été freinée. Pendant dix ans, la prévalence du VIH était bien plus faible au Royaume-Uni que dans les pays européens comparables (malheureusement, cet effet s'est dissipé depuis; après 1995, l'incidence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles a commencé à augmenter nettement). Plus récemment, le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) a été maîtrisé grâce à un effort multinational sans précédent. Bien que trois pays seulement aient été touchés, la perte économique est estimée entre 30 et 140 milliards de dollars, essentiellement en Asie.

Il est donc étrange qu'il soit en général difficile de trouver au niveau international les ressources nécessaires pour prévenir les épidémies. Il a fallu plus de dix ans pour que les organismes de développement tiennent compte du VIH dans leurs investissements. La lutte contre le SRAS a été coordonnée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au niveau mondial seulement après que celle-ci a demandé l'aumône. C'est vrai même pour la plus inévitable des maladies émergentes : la prochaine pandémie de grippe. L'OMS a pris note récemment de l'énorme potentiel existant pour éviter une nouvelle pandémie causée par la grippe aviaire, mais aussi d'un manque déplorable d'investissements dans la recherche en matière de santé publique, la thérapie et les technologies de vaccin. Il est dommage que les organismes de développement n'aient pas une capacité de réaction financière semblable à la capacité des maladies de menacer la santé et le développement humains.

**Professeur Angus Nicoll**

*Health Protection Agency, Londres, Royaume-Uni*

### La culture est plus importante que les institutions

Trois articles du numéro de septembre 2003 expliquent qu'il est essentiel de mettre en place et de gérer les institutions publiques appropriées pour assurer le développement. Cela semble être le nouveau mantra des institutions financières internationales, et c'est aussi la base du fallacieux Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

À mes yeux, les facteurs culturels sont au moins aussi importants — probablement même plus importants — que les facteurs institutionnels. La culture détermine dans une large mesure l'efficacité des institutions publiques, parce que celles-ci sont gérées par des humains bien plus que par des lois et règlements. L'exemple chinois des vingt dernières années montre qu'une culture basée sur la frugalité et l'effort ainsi qu'une grande confiance dans le progrès individuel peuvent produire une croissance économique élevée même dans un cadre d'action caractérisé par une corruption relative et un manque de démocratie et d'état de droit. À l'inverse, dans les pays africains, il ressort d'un grand nombre d'analyses que les facteurs culturels restent le principal obstacle au développement, même lorsque les institutions existantes sont relativement satisfaisantes selon les normes occidentales. Il en va de même pour la plupart des pays arabes.

**Charles J. van der Vaeren**  
*Bruxelles, Belgique*

### Qui profite de la surveillance globale?

Dans l'article du numéro de septembre 2003 intitulé «L'évaluation des centres financiers offshore», il semble implicite que des organismes tels que l'OCDE, le Groupe d'action financière (GAFI) et le FMI ont le droit de «surveiller» les pays de petite taille ou moins développés. Pourquoi? Pour qui? Y a-t-il des programmes secrets? Pourquoi un pays en développement cherchant à attirer des capitaux devrait-il forcer ses citoyens à devenir des informateurs non rémunérés des autorités fiscales européennes? Une bonne partie des lois fiscales ou économiques nationales n'ont aucun fondement moral, ni juridique. Il existe une énorme différence morale (et généralement juridique) entre des fléaux tels que le terrorisme et une réglementation fiscale, monétaire ou boursière proluxe. Aucun pays souverain ne doit aider à appliquer les lois fiscales ou les réglementations d'un autre pays s'il en résultera une fuite des investisseurs. Si l'OCDE, le GAFI et le FMI souhaitent que les pays en développement, petits et grands, coopèrent sur ce qui est vraiment important (la suppression des véritables infractions), ils devraient cesser de colporter des programmes de réglementation budgétaire ou économique à peine déguisés qui semblent viser plutôt à éliminer les challengers économiques de l'hégémonie des anciennes puissances coloniales.

**Terry Dwyer, chercheur invité**  
*Australian National University, Canberra, Australie*

La rédaction accepte volontiers les lettres des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 300 mots et seront modifiées, au besoin, pour des raisons d'espace et de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer à [fanddletters@imf.org](mailto:fanddletters@imf.org).